LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Mai 2024

N° 235
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

L'arc républicain écrase la gauche



Comment sortir de la crise



Alamy (en haut), Tiphaine Blot/Facebook (en bas)

Expulsion policière de manifestants propalestiniens à la Sorbonne, le 7 mai. Alors que les forces combinées de la droite sont en train d'écraser la gauche, l'adhésion de celle-ci, notamment de la FI mélenchoniste, aux « valeurs de la République » paralyse chaque lutte et la défense de la gauche elle-même.

14 mai – La gauche se trouve dans une crise profonde. Tout le spectre politique ne cesse de glisser vers la droite depuis des années, et cela s'accélère. Les forces de la gauche sont profondément divisées, notamment sur la question des jeunes des quartiers et de la Palestine, et les lepénistes semblent selon toutes les apparences sur une voie inexorable vers le pouvoir. Les défaites successives du mouvement ouvrier, culminant il y a un an avec la défaite sur les retraites malgré une mobilisation massive et soutenue, ainsi que l'écrasement de la révolte des quartiers suite au meurtre policier de Nahel Merzouk, ont joué un rôle central dans la montée de la réaction et ouvert la voie à l'escalade répressive actuelle visant les militants syndicaux et l'ensemble de la gauche propalestinienne.

Le « front républicain » englobant les forces politiques de la gauche gouvernementale (PS et PC, puis les mélenchonistes) et de droite (RPR-UMP-LR-Macron) s'effondre en écrasant la gauche. Pendant plus de vingt ans, la gauche et la bureaucratie syndicale avaient entretenu soigneusement cette notion de front républicain comme la seule manière de « faire barrage » à l'extrême droite du FN/RN furieusement anticommuniste, antisyndicale et raciste, héritière du pétainisme et du racisme anti-arabe de l'OAS « Algérie française ».

Maintenant le « barrage » des « forces républicaines » se retourne contre la gauche. Macron, avec le soutien du PS et du PC, utilise la notion d'« arc républicain » contre la principale force de gauche, LFI, calomniée d'« antisémitisme » de tous côtés. Certains de ses élus et candidats sont visés par des enquêtes judiciaires pour « apologie du terrorisme », des accusations fabriquées de toutes pièces. Les interdictions de manifestations et de meetings se multiplient, notamment contre les mélenchonistes, et la répression pour « apologie du terrorisme » s'abat sur les militants syndicaux et de gauche, qu'ils soient de Révolution permanente, du NPA, de la France insoumise ou de simples jeunes des quartiers ayant osé tweeter en soutien à la Palestine ou arborer des autocollants dénonçant la complicité de Macron dans le massacre des Palestiniens.

Les occupations en solidarité avec la Palestine d'écoles de prestige (Sciences Po, Sorbonne, Normale Sup…) font systématiquement l'objet d'évacuations brutales par les flics piétinant la « franchise universitaire ». Ils ont placé en garde à vue 86 étudiants à la Sorbonne le 7 mai. Ces occupations restent isolées des quartiers qui demeurent soumis à « punition collective » depuis la révolte de l'été dernier.

Pour sortir de cette crise, il faut comprendre comment nous en sommes arrivés là. Pendant des décennies l'adhésion au « front républicain » a enchaîné le mouvement ouvrier à la bourgeoisie, paralysant la gauche et maintenant la pulvérisant. Pourtant, elle continue à s'y accrocher désespérément. C'est le cas de Mélenchon et la LFI, dont l'attachement au front républicain constitue la principale force de paralysie dans toute la gauche. La leçon évidente qu'il faut en tirer, c'est qu'il faut une rupture complète avec le républicanisme pour que le mouvement ouvrier et les opprimés puissent avancer.

D'un Le Pen à l'autre, le front républicain a pavé la voie à la réaction

Au début des années 1990, la contre-révolution en Union soviétique inaugura la période de « mondialisation » capitaliste dominée par les États-Unis, les puissances impérialistes s'entendant pour piller ensemble le monde « pacifiquement ». L'idéologie correspondante, complètement adoptée par les dirigeants du mouvement ouvrier, était le libéralisme, dont la plupart des dirigeants sociaux-démocrates, des ex-partis staliniens et des dirigeants syndicaux acclamaient ouvertement le triomphe. Même s'il y avait résistance de la part des travailleurs au saccage de leurs acquis, il y avait de la part de leurs dirigeants un profond sentiment que ces choses-là étaient inévitables.

C'est pour faire barrage à l'extrême

Suite page 9

Argentine

Vous conduisez les travailleurs vers une défaite historique

RÉVEILLEZ-VOUS !

Nous reproduisons ci-après la traduction d'un supplément à Spartacist *du 7 mai sur l'Argentine. La CGT, dirigée par les péronistes, est la principale confédération syndicale argentine. Les CTA (Centrale des travailleurs argentins) sont deux confédérations dissidentes et le FIT-U (Front de gauche et des travailleurs-Unité) est un bloc de quatre organisations se réclamant du trotskysme, dont le PTS (Parti des travailleurs socialistes) auquel est lié le groupe Révolution permanente en France.*

La gauche tout entière est en plein déni. Milei continue à avancer avec son plan réactionnaire pour écraser le mouvement ouvrier et vendre le pays aux impérialistes. Mais la vérité, c'est qu'il n'a face à lui aucune opposition sérieuse. La bureaucratie syndicale est en train de trahir sans vergogne nos intérêts : même si elle organise des manifestations et des grèves de temps en temps, elle a montré clairement qu'elle ne veut pas de confrontation avec le gouvernement. En réalité, elle a fait le contraire. Son « contrat social » pourri avec le gouvernement livre les travailleurs à Milei. Si l'on continue sur la trajectoire actuelle, le mouvement ouvrier subira une défaite historique, avec des conséquences catastrophiques pour toute l'Amérique latine.

Mais la gauche refuse criminellement de changer la direction des évènements et de défier les dirigeants actuels du mouvement ouvrier. Elle peut bien critiquer la bureaucratie syndicale et appeler à des grèves nationales, ***mais elle ne cherche pas à mobiliser la base des syndicats pour répudier la trahison de leurs dirigeants et se battre contre le pillage du pays.***

Cette faillite était manifeste le Premier Mai. Que ce soit en prétextant que la bureaucratie syndicale est totalement discréditée et qu'il n'y a pas d'illusions en elle, ou en traitant les travailleurs qui se mobilisent dans les manifs de la CGT comme s'ils étaient complices des trahisons de leurs dirigeants, la plus grande partie de la gauche a boycotté la manifestation syndicale et a appelé à des manifs « indépendantes » séparées du gros de la classe ouvrière. Au lieu de présenter aux dizaines de milliers de travailleurs syndiqués une véritable opposition à la bureaucratie de la CGT, la gauche s'est isolée elle-même dans sa tour d'ivoire. Ce faisant, elle a abandonné les travailleurs entre les mains de leur direction péroniste, sans aucunement défier celle-ci.

Le FIT-U lui-même n'a pas la moindre idée de comment faire avancer la lutte. Il a applaudi la mobilisation massive du 23 avril contre la menace de fermeture des universités. Mais le lendemain, tout le monde était de retour dans les facs comme si de rien n'était. Il n'y a aucun appel à de nouvelles mobilisations ou grèves étudiantes. Personne ne propose quoi que ce soit de sérieux pour faire avancer la lutte pour vaincre Milei après la grève du 9 mai.

La gauche doit changer de cap de toute urgence. Elle doit s'unir derrière un plan de bataille clair, présenter ce plan aux syndicats et l'utiliser pour chasser les dirigeants traîtres actuels. Nous proposons le programme suivant :

POUR UN FRONT DE LUTTE CONTRE LE PILLAGE DU PAYS

Indexation des salaires sur l'inflation réelle !

Annulation de toutes les privatisations !

Répudiation de la dette extérieure !

Chassons Milei !

Pour un gouvernement CGT-CTA et FIT-U !



Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : A. Carcosa
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000,00 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP, 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve



Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Européennes 2024 :
Votez Lutte ouvrière !

La campagne des élections européennes est dominée par un climat d'hystérie attisée par le gouvernement et l'extrême droite contre toute manifestation de solidarité avec la Palestine. Le PS et le PCF se liguent avec la bourgeoisie pour dénoncer les « dérapages » propalestiniens de Mélenchon. Dans ce contexte, la liste de Lutte ouvrière pour les élections européennes revendique sans aucune ambiguïté l'indépendance de classe du prolétariat face à la bourgeoisie, notamment face aux mélenchonistes, et le pouvoir des travailleurs. C'est pourquoi nous appelons à ***voter et faire campagne pour la liste de Lutte ouvrière*** le 9 juin prochain.

Pour combattre la droite, LO doit défendre les jeunes des quartiers !

Avec sa ligne sur la révolte des quartiers, LO mine sa propre campagne

Mais on voit tout de suite le problème qu'a LO pour réussir dans cette campagne dominée par la question des banlieues et de la Palestine : elle refuse de défendre les jeunes des quartiers face à la répression ! Cela constitue le problème central qui mine sa propre campagne et place LO, aux yeux de nombreux jeunes et militants, à droite des populistes bourgeois de LFI !

La nécessité de défendre les jeunes des quartiers ne répond pas à un « impératif moral humanitaire » ; l'enjeu c'est ***l'unification du camp des travailleurs***. En plus de la terreur policière constante, l'explosion de colère de l'été dernier dans les quartiers avait comme toile de fond la dégradation des logements, la précarité de l'emploi, le démantèlement de l'éducation et des systèmes de santé, les transports chers et décrépits dont le coût et le non-fonctionnement constituent un élément important de la ségrégation des quartiers. C'est en s'attaquant d'abord aux couches les plus opprimées et précarisées des travailleurs que les patrons maintiennent la classe ouvrière divisée, les syndicats affaiblis et s'en prennent ainsi aux acquis de tous. Voilà pourquoi la lutte contre la discrimination et la ségrégation des minorités opprimées d'origine maghrébine et subsaharienne signifie lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail pour ***tous les travailleurs***. On ne peut pas se battre contre cette discrimination si l'on ne commence pas par défendre les jeunes qui ont osé se révolter l'été dernier.

C'est précisément parce que ces jeunes ont osé se confronter aux flics, dégrader les commissariats et autres institutions symboliques de « la République » (et, oui, y compris « l'École de la R-r-république » dont le caractère ségrégationniste s'aggrave avec chaque nouvelle mesure laïcarde) que la défense des jeunes est érigée par la bourgeoisie en ligne rouge que ni les bureaucrates syndicaux, ni LFI ni malheureusement LO n'osent franchir. Comme nous l'avons expliqué en décembre dernier (voir « LO, "valeurs de la République" et jeunes des quartiers », *Le Bolchévik* n° 234) la position de LO sur la révolte des quartiers, loin de comprendre les enjeux, ne cherche qu'à se démarquer des « *casseurs* ». Dans son éditorial du 5 juillet 2023, Nathalie Arthaud écrivait:

> « La furie destructrice qui a frappé certains quartiers suscite la consternation, le désarroi et même la colère. Et pour cause ! Ce ne sont pas les bourgeois qui voient leur voiture, leur restaurant chic ou leur terrain de tennis ou de golf partir en fumée. Ce sont les femmes et les hommes des classes populaires qui se retrouvent démunis, sans centre social, sans magasin pour leurs courses, sans transport pour se rendre au travail.
>
> « Les actions de ceux qui ont passé plusieurs nuits à casser tout ce qu'ils avaient à leur portée, y compris le centre de vacances dans lequel leur petite sœur était inscrite, ou le bus médical où leur mère allait se faire soigner, témoignent d'un manque de conscience dramatique. Parmi eux se retrouvent d'ailleurs de petits voyous et les trafiquants, qui se moquent pas mal de mettre la vie des habitants en danger. »

Mais ce que LO ne voit pas, c'est que la révolte de l'été dernier, une explosion de colère spontanée, et pas la première, était ***entièrement justifiée*** par la terreur policière et par des décennies d'oppression et de misère dans les quartiers. Certes, brûler la voiture des voisins ou l'école locale ne fait pas avancer la lutte contre la ségrégation. Mais tant que les révolutionnaires ne chercheront pas à donner une direction à ces explosions de colère, les révoltes de la jeunesse face à la terreur policière continueront à prendre un caractère anarchique. En refusant cette tâche et en stigmatisant les jeunes comme des « *casseurs* » et des « *voyous* », etc., LO renonce à se battre contre la division du prolétariat et contre la réaction et elle capitule devant les valeurs républicaines bourgeoises.

Avec sa ligne sur la Palestine, LO mine sa propre campagne

Concernant la Palestine, LO a multiplié les déclarations sur le rôle néfaste de l'impérialisme à la source des maux du Proche-Orient. Fort bien. Elle insiste qu'il faut une ligne de classe en Palestine, y compris incluant les travailleurs juifs israéliens. Mais comment les mobiliser sur une ligne de classe qui unisse Juifs et Arabes ? À part des exhortations platoniques, LO n'a rien à proposer.

Pire, LO renvoie dos à dos le nationalisme palestinien et le sionisme, alors qu'elle sait très bien et répète que le peuple palestinien est opprimé. La seule manière d'unir les travailleurs israéliens et palestiniens, c'est de montrer aux ouvriers juifs (dont une bonne partie est discriminée du fait qu'elle est considérée comme non blanche) que la libération nationale palestinienne est la clé de leur propre émancipation sociale et de leur libération de l'oppression au sein de l'État théocratique sioniste. Une telle perspective est taboue pour Lutte ouvrière qui considère que ce serait capituler devant le « nationalisme bourgeois » palestinien. La ligne stérile de Lutte ouvrière représente de ce fait un obstacle à la seule manière d'ouvrir la voie à la révolution socialiste dans la région. LO est donc incapable de contester la direction de la lutte pro-

---

LO sur la révolte des quartiers de 2005

À l'époque, tout en reconnaissant les conditions matérielles de la ségrégation des quartiers, *Lutte de Classe* (n° 92, novembre 2005) fustigeait « *la violence aveugle* » et « *la misère morale* » des jeunes des banlieues. Une génération plus tard, LO radote sur les mêmes thèmes.

France

L'explosion dans les quartiers populaires : les responsables de la violence aveugle

« Mais il faut en même temps comprendre pourquoi l'embrasement des quartiers pauvres a pris la forme de la violence aveugle et pointer la responsabilité déterminante de l'État lui-même et des politiques menées depuis trente ans dans la misère morale d'une partie de la jeunesse pauvre. Une misère morale, une absence de solidarité qui aggravent la misère matérielle des quartiers pauvres. »



LE BOLCHEVIK
Que mort et défaite avec le Hamas
Une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne

Ci-dessus : Banderole de LO lors de la manif pro-Palestine du 24 octobre à Paris. LO tire un trait d'égalité entre l'État sioniste et le Hamas et lance un appel platonique à l'unité des travailleurs. Nous proposons au contraire une voie concrète pour la lutte de classe conjointe des ouvriers juifs et arabes sur la base du combat pour la libération palestinienne (à droite : déclaration de la LCI du 10 octobre).

palestinienne aux islamistes réactionnaires à Gaza et aux mélenchonistes en France, ainsi que de combattre l'influence des uns et des autres dans les quartiers.

Tant que la gauche marxiste ne luttera pas pour mobiliser activement la classe ouvrière de façon indépendante pour défendre les jeunes et pour la libération palestinienne, les mélenchonistes continueront de se renforcer dans les banlieues et parmi les forces vives de la gauche, les macronistes continueront de pilonner les quartiers et le mouvement ouvrier, et tout cela fera le lit du Rassemblement national d'extrême droite dont certains sondages prédisent d'ores et déjà une victoire en cas de législatives anticipées.

Avec sa ligne sur l'UE, LO mine sa propre campagne

LO se présente comme un pôle ouvrier critique de l'Union européenne. Elle dénonce à juste titre la polarisation réactionnaire entre les libéraux pro-UE et le « souverainisme », tant de l'extrême droite que le « protectionnisme solidaire » de Mélenchon. LO considère tout à fait correctement que l'UE est une alliance impérialiste dominée par la France et l'Allemagne (ainsi que par les Etats-Unis) et dirigée contre les travailleurs partout en Europe et notamment contre les pays les plus pauvres du continent.

Pourtant, dans son article de campagne du 20 mars, LO soutient que « *Ce n'est pas contre l'Union européenne qu'il faut se battre, mais pour une véritable Europe des travailleurs.* » Le problème, c'est que l'« *Europe des travailleurs* » n'est qu'une phrase creuse si l'on ne se bat pas d'ores et déjà contre l'UE des impérialistes ! Avec cette position, LO capitule devant les libéraux et ne fait rien pour briser la polarisation réactionnaire entre protectionnistes chauvins et libre-échangistes.

Au contraire, c'est le refus historique de la gauche marxiste de se battre contre l'UE sur une base prolétarienne et internationaliste conséquente qui pousse les travailleurs soit dans le camp des « souverainistes », soit dans les bras des libre-échangistes. La lutte contre l'Union européenne est une étape dans la lutte pour renverser le capitalisme dans les différents pays de l'UE et donc avancer vers des ***États-Unis soviétiques d'Europe.***

Derrière les tergiversations de LO sur l'UE il y a une capitulation devant « l'opinion publique » libérale-républicaine qui présente l'UE comme un « rempart » contre la réaction et la guerre et selon laquelle toute opposition à l'UE serait du racisme. L'effet net d'une telle notion, soigneusement nourrie par Macron et tous ceux à son image depuis des décennies, est de présenter l'impérialisme français (ou allemand chez nos voisins) comme une force de « progrès ». Lors du Cercle Léon Trotsky du 2 mars, l'oratrice principale a répondu à notre intervention en cherchant à faire un scandale à propos de l'appel de nos camarades britanniques à voter pour le Brexit lors du référendum de 2016 ; elle tirait un trait d'égalité entre notre position et les conservateurs réactionnaires à la Boris Johnson. Pour être cohérente, LO devrait répudier son propre vote contre le traité de Lisbonne lors du référendum de 2005, où Chirac, Hollande, etc. dénonçaient le vote « non » comme faisant le lit du FN de Le Pen.

Notre position n'est pas le Frexit du bourgeois d'extrême droite François Asselineau mais la destruction de l'Union européenne par la lutte de classe internationaliste, ici en mobilisant la classe ouvrière contre nos propres impérialistes. Il est du devoir élémentaire des révolutionnaires en France de se battre contre l'UE et s'opposer à tout élargissement de celle-ci pour la simple raison que l'UE est aujourd'hui le principal instrument ***des impérialistes français*** pour piller et opprimer les pays pauvres d'Europe ! De cette compréhension marxiste élémentaire découle qu'en cas de référendum en France pour ou contre l'appartenance à l'UE, la seule position de principe pour les révolutionnaires serait de voter contre comme moyen d'affaiblir cette alliance impérialiste.

Dans le contexte actuel d'offensive réactionnaire, la tâche centrale pour l'avant-garde ouvrière est de regrouper ses forces et assimiler les leçons des défaites récentes pour mieux préparer les batailles de demain. Cela requiert une rupture nette avec le républicanisme des bureaucrates et de LFI et la construction de noyaux de militants révolutionnaires dans les syndicats, dont le point de départ soit le pouvoir aux travailleurs. La campagne de LO peut servir de levier pour cela, mais il faut que les militants de LO confrontent sans détour les racines de la popularité des mélenchonistes : la question de la défense des quartiers et de la libération palestinienne. ***À bas l'impérialisme français ! Défense des jeunes des quartiers ! Du fleuve jusqu'à la mer, Palestine libre, paysanne et ouvrière ! À bas l'UE, l'euro et l'OTAN ! Pour les États-Unis soviétiques d'Europe !*** ■





Le Comité de défense sociale (CDDS) mène notamment des campagnes financières pour soutenir des grévistes et plus généralement ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, l'injustice raciste et les déprédations impérialistes. Nous envoyons actuellement un soutien financier régulier à Georges Ibrahim Abdallah et nous avons lancé une campagne de soutien financier aux jeunes des quartiers arrêtés à la suite du meurtre policier de Nahel Merzouk l'été dernier. Leurs combats pour la cause palestinienne et contre l'oppression raciste en France sont dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Il faut de l'argent pour payer la défense. Nous encourageons nos lecteurs à soutenir le CDDS, soit par un don ponctuel soit par un soutien financier mensuel. Ce n'est pas de la charité mais un acte élémentaire de solidarité. Nous avons besoin de votre aide !

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

Face à l'escalade répressive, le CDDS appelle à la formation d'un front large de défense de la gauche

Ces dernières semaines, la campagne répressive menée par le gouvernement contre le mouvement propalestinien est passée à la vitesse supérieure, avec le soutien de la droite tout entière et des organisations sionistes. Jean-Paul Delescaut, dirigeant de la fédération du Nord de la CGT, vient d'être condamné à un an de prison avec sursis pour « apologie du terrorisme » à cause d'une déclaration en soutien de la Palestine qu'il avait distribuée en octobre dernier. Rima Hassan, candidate franco-palestinienne de LFI aux élections européennes et militante de longue date de la cause palestinienne, a été convoquée par la police dans le cadre d'une enquête sous la même accusation. Mathilde Panot, cheffe du groupe parlementaire LFI, a subi le même sort. Des centaines de plaintes et d'enquêtes judiciaires ciblent aussi Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou du NPA-L'anticapitaliste, Anasse Kazib de Révolution permanente, des associations musulmanes, antiracistes ou antisionistes, ainsi que de nombreux simples habitants des quartiers ayant osé tweeter en soutien de la Palestine ou arborer des autocollants dénonçant la complicité de Macron dans le massacre des Palestiniens.

Il faut nous défendre ensemble, autrement nos militants seront condamnés, nos organisations affaiblies, voire « dissoutes » par Darmanin, séparément. Le Comité de défense sociale, en collaboration avec la Ligue trotskyste de France, appelle les militants syndicaux et tous les partis et organisations de la gauche et les collectifs antiracistes à nous coordonner pour présenter un front de défense uni en soutien de ***tout un chacun*** qui serait visé par cette escalade répressive. Il nous faut nous coordonner pour échanger des informations sur les personnes ciblées et pour organiser des manifestations, notamment devant les commissariats et les tribunaux lors des convocations policières et des procès. Il faut mettre sur pied un fond commun pour financer la défense de nos militants.

Une attaque contre un est une attaque contre tous ! L'heure est à la construction d'un front large de défense des militants syndicaux, de la gauche, du mouvement pro-Palestine et des jeunes des quartiers qui ont osé se révolter l'été dernier contre la terreur policière !

Construire le CDDS : Apporter un soutien financier régulier !

Je voudrais soutenir le CDDS

☐ Je vais vous envoyer ______________ € par mois.

☐ Je vous envoie un don de ______________ €.

☐ Je vous envoie un don de ______________ € avec la mention ______________.

Nom ______________________ Prénom ______________________

Mail ______________________ Tél ______________________

Adresse ______________________________________

Code postal ______________ Ville ______________

Envoyez vos dons par chèque à l'ordre du CDDS ou par virement :

FR57 2004 1000 0101 4292 5J02 089
BIC PSSTFRPPPAR

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Mail : cdds-france@hotmail.fr

La TMI fonde l'ICR : Le GRANT bond en avant



TMI

Nous reproduisons ci-après un article de nos camarades britanniques paru dans Workers Hammer *n° 252, printemps 2024. La section française de la TMI/ICR s'appelle jusqu'à présent* Révolution.

La Tendance marxiste internationale (TMI) va fonder en juin prochain l'Internationale communiste révolutionnaire (ICR). Ce n'est pas tous les jours qu'est proclamée la fondation d'une nouvelle Internationale, d'autant plus qu'elle promet d'être la première véritable Internationale ouvrière depuis le Comintern de Lénine. Qu'y a-t-il derrière cette transformation radicale de la TMI ? La tendance fondée par feu Ted Grant a-t-elle découvert le secret du léninisme pour la nouvelle époque ?

Pour répondre à la question, il faut analyser la base politique de ce bond en avant, développée pour l'essentiel dans le « Manifeste de l'Internationale communiste révolutionnaire ». La TMI présente ce document comme un jalon historique « *d'une grande importance pour le mouvement communiste mondial* ». Dans ce manifeste, l'organisation qui deviendra bientôt l'ICR déclare être la seule à avoir « *des idées correctes* ». Voyons donc quelles idées exactement méritent une telle assurance.

Le manifeste de l'ICR contient beaucoup d'analyses mais, à part des appels abstraits à adhérer au communisme, il n'offre aucune perspective pour aller de l'avant dans les grands conflits qui déchirent la planète. Étonnamment, on n'y trouve aucun programme pour la libération de la Palestine, au moment même où Gaza est affamé et bombardé. Et les tâches urgentes pour les travailleurs concernant la guerre en Ukraine, le conflit le plus important en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale ? Mystère, pas un mot.

D'un autre côté, et assez bizarrement, le manifeste trouve le temps d'expliquer qu'il n'y a pas de danger fasciste, parce que

> « des couches sociales qui, autrefois, se considéraient comme faisant partie des "classes moyennes" – les "cols blancs", les enseignants, les fonctionnaires, les médecins [!] et les infirmières, etc. – se sont rapprochées de la classe ouvrière et se sont syndiquées. »

Mais ***comment combattre*** la montée de la réaction, une question brûlante partout dans le monde entier ? Mystère. Mais pas de souci, il y a sûrement des professeurs d'université et des médecins qui vont venir à la rescousse.

Sur la lutte pour la libération des noirs, celle des femmes et celle des transgenres, le manifeste n'offre que des platitudes (« *La lutte contre toutes les formes d'oppression et de discrimination est une composante nécessaire de la lutte contre le capitalisme* ») pour ensuite expliquer que « *notre position est essentiellement* ***négative****. Cela signifie que nous sommes opposés à toutes les formes d'oppression et de discrimination* ». En d'autres termes, ils n'ont rien de positif à dire sur comment concrètement ***faire avancer*** aucune de ces luttes aujourd'hui.

Et la lutte contre l'impérialisme ? Le manifeste pour une nouvelle Internationale a sûrement quelque chose à dire sur comment libérer la majorité de la population mondiale qui est sous la botte du capital financier étranger ? À part le mot d'ordre creux « *À bas les pillards impérialistes !* », pas un mot. En fait, l'oppression nationale n'est même pas mentionnée.

La question n'est pas que la TMI/ICR ne dit rien sur tous ces sujets en général (nous verrons plus loin ce qu'ils disent). C'est que répondre à l'interrogation « que faire ? » face à la crise mondiale ne constitue pas la base de leur « Internationale communiste révolutionnaire ». Il faut alors se demander : ***quelle est donc*** la base pour fonder cette nouvelle Internationale ?

Répondant à la question « *Est-ce le bon moment pour une Internationale Communiste Révolutionnaire ?* », le manifeste explique :

> « Des sondages récents réalisés en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Canada, en Australie et ailleurs soulignent clairement que les idées du communisme progressent très vite. Le potentiel est énorme. Notre tâche est de réaliser ce potentiel en lui donnant une expression organisationnelle. »

Voilà la clé de la grande transformation de la TMI. Article après article, ils répètent que des millions de jeunes sont attirés par le communisme, et qu'il « *n'est plus nécessaire de convaincre* » ces larges couches de jeunes car « *ils sont déjà communistes* ». En d'autres termes, la raison principale pour fonder l'ICR est un mouvement vers la gauche conjoncturel parmi certaines couches de la jeunesse petite-bourgeoise dans les pays impérialistes. C'est loin d'être une base solide. Comme l'expliquait Lénine dans *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* :

> « Le petit bourgeois, "pris de rage" devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes. L'instabilité de ce révolutionnarisme, sa stérilité, la propriété qu'il a de se changer rapidement en soumission, en apathie, en vaine fantaisie, et même en engouement "enragé" pour telle ou telle tendance bourgeoise "à la mode", tout cela est de notoriété publique. »

Il est clair que les prétentions de l'ICR ne sont dépassées que par la vacuité de leur contenu.

Corbyn : leurs leçons et les nôtres

Il est important de comprendre que la réorientation radicale de la TMI ne vient pas de nulle part, mais qu'il s'agit d'une réaction impressionniste et opportuniste à des changements dans le paysage politique, principalement et avant tout en Grande-Bretagne. C'était la section britannique de la TMI, Socialist Appeal (SA), qui la première a commencé à faire de l'agitation pour le communisme. Et c'est du centre londonien que le ton a été donné à l'Internationale.

Comme l'expliquent les documents de l'ICR, c'est dans une large mesure à cause des désillusions causées par les Corbyn, les Syriza et les Sanders que la TMI s'est tournée vers le drapeau soi-disant sans tache du « communisme ». Pour expliquer son tournant actuel, il faut donc examiner ses actions pendant les années Corbyn, et plus particulièrement les leçons qu'elle a tirées de cette expérience.

Pour commencer, c'est plus qu'un euphémisme de dire que SA, qui deviendra bientôt le Revolutionary Communist Party (RCP), était enfoncé jusqu'au cou dans le mouvement corbyniste. Toute l'existence de ce groupe a toujours été définie par le Parti travailliste, donc quand Jeremy Corbyn a été élu à la tête du parti, c'était un rêve qui devenait réalité. Parmi les « unes » de *Socialist Appeal*, on peut citer « Réalisons pleinement la révolution corbyniste ! » (15 juillet 2016), « Votez Corbyn ! Luttons pour le socialisme ! » (22 août 2016), « Nous avons devant nous le combat de notre vie – mobilisons-nous pour la victoire de Corbyn ! » (30 octobre 2019). L'objectif était clair : soutenir Corbyn et le pousser à gauche.

Même après le désastre électoral de Corbyn en 2019, où il avait trahi la classe ouvrière en faisant campagne pour un deuxième référendum sur l'UE, le dirigeant de la TMI Alan Woods expliquait, dans son article « Après les élections : continuons la révolution corbyniste », que « *ce n'est pas l'échec du corbynisme, mais celui*


N°15 - Mars - Avril 2017 | Prix : 2€

RÉVOLUTION

Tendance Marxiste Internationale

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer. » (Karl Marx)

VOTER MÉLENCHON

LUTTER POUR LE SOCIALISME

La journée de travail d'une conseillère de la CAF

« Nous courons toute la journée pour essayer de rassurer, d'aider et de consoler des personnes fatiguées, frappées de plein fouet par la crise. » page 4

François Fillon et la crise de régime du capitalisme français page 5

Critique du « protectionnisme solidaire »

Le programme de la France insoumise, *L'Avenir en commun*, comprend dans son volet économique des mesures dites de « protectionnisme solidaire ». page 7

Les Etats-Unis de Donald Trump page 8

1917

La révolution russe de Février 1917 page 11

Mars-avril 2017 : Ça c'était avant.

du blairisme, du libéralisme, du centrisme » (18 décembre 2019).

Mais depuis la défaite de Corbyn, le travaillisme de gauche est en recul constant. Sir Keir Starmer a purgé l'aile gauche du Parti travailliste et a ostensiblement exclu Socialist Appeal. Au fond, ce sont ces coups durs objectifs, et non une réévaluation critique de sa trajectoire précédente, qui ont poussé SA à se réorienter radicalement. C'est seulement récemment qu'ils ont commencé à dénoncer Corbyn en argumentant que « *les dirigeants de l'aile "gauche" des réformistes ont joué un rôle particulièrement nuisible* » (manifeste de l'ICR).

C'est certainement vrai, mais les conclusions pratiques qu'en tire le RCP sont erronées. Par exemple, il ferme la porte à toute espèce d'approche tactique en direction du Parti travailliste, de la gauche travailliste ou des élections dans la période actuelle. Le RCP s'adonne au contraire à un radicalisme creux, totalement déconnecté des luttes et du niveau de conscience de la classe ouvrière britannique.

Il faut dire que Socialist Appeal était loin d'être le seul groupe à s'enthousiasmer pour Jeremy Corbyn quand celui-ci était à la tête du Parti travailliste. Toute la gauche a fait de même, y compris *Workers Hammer*. Toutefois, contrairement à SA, nous avons reconnu nos erreurs et nous avons cherché à en tirer les leçons politiques clés (voir *Spartacist* édition en français n° 45, novembre 2022). Au lieu de simplement dénoncer le Parti travailliste, de changer de nom et d'agiter des drapeaux rouges, nous avons compris qu'au fond l'échec de ceux qui se prétendaient révolutionnaires pendant les années Corbyn était dû au fait qu'ils n'avaient pas lutté pour une ***scission*** avec le travaillisme de gauche.

Mais on ne pouvait pas le faire en dénonçant simplement Corbyn, il fallait montrer la nécessité de rompre avec son programme, qui faisait obstacle à une lutte victorieuse contre les blairistes parce qu'il plaçait l'unité avec la droite au-dessus des principes. C'est la signification de la tactique du front unique : s'engager dans des luttes communes avec les réformistes et démontrer dans l'action qu'il faut une scission avec l'opportunisme.

Mais, au lieu de cela, toute la gauche « marxiste » s'est liquidée dans le front unique et a refusé d'avancer une stratégie fondamentalement différente pour combattre les blairistes. Non seulement elle subordonnait les éléments les plus combatifs du parti à la stratégie perdante de Corbyn et de son équipe, mais aussi elle trahissait la tâche de gagner une partie du Parti travailliste au communisme.

Loin de reconnaître cette réalité et de chercher à comprendre comment sa perspective stratégique vis-à-vis du Parti travailliste était erronée, le nouveau RCP a juste tourné la page. Ironiquement, il incarne aujourd'hui la pire caricature de sectarisme gauchiste que SA dénonçait il n'y a pas si longtemps.

Leçons de la vague de grèves

Après Corbyn, l'événement le plus important pour la gauche britannique a été la vague de grèves de 2022-2023. Là aussi, on peut comprendre toute la trajectoire de la TMI/ICR en examinant les zigzags frénétiques de sa section britannique.

Au plus fort des grèves, SA soutenait la secrétaire générale du syndicat Unite, Sharon Graham, alors que ce suppôt de l'OTAN et fier de l'être a été l'un des principaux responsables de la défaite des grèves (voir « Sharon Graham ou Lénine ? On ne peut pas avoir les deux à la fois », *Workers Hammer* n° 250, été 2023). La tâche urgente, pendant tout ce conflit, était de construire une opposition de gauche à l'intérieur des syndicats, basée sur l'organisation d'une vraie confrontation avec un gouvernement conservateur détesté et affaibli. Mais au lieu de cela SA, comme la plupart des groupes de gauche, a simplement appelé à plus de coordination entre les syndicats, ou à quelques jours de grève de plus par-ci, par-là, tout en faisant bloc avec une aile de la bureaucratie.

Rien ne symbolise mieux ce pacte de non-agression avec les directions syndicales que le refus de SA d'avancer le mot d'ordre élémentaire « Ne traverse jamais un piquet de grève ». Non seulement ce mot d'ordre était essentiel pour construire les grèves, mais il allait directement à l'encontre de la stratégie de coups médiatiques des dirigeants syndicaux. L'opportunisme de SA sur cette question est d'autant plus évident que leurs camarades au Canada anglophone avaient organisé toute une campagne sur le mot d'ordre « Les piquets de grève, ça veut dire on ne passe pas », alors qu'en Grande-Bretagne ils refusaient obstinément nos appels à avancer ce genre de mot d'ordre.

Maintenant que la vague de grèves s'est terminée par une défaite, le RCP dénonce Sharon Graham et il a finalement évoqué son soutien au « *régime soutenu par l'OTAN en Ukraine* » (*The Communist*, 10 avril). Conformément au récent tournant à gauche du RCP, cet article proclame que « *ce qu'il faut au contraire, c'est construire une direction communiste révolutionnaire qui sera à la fois combative et démocratique, basée sur la combativité de la base syndicale* ». C'est assurément juste, du moins formellement ; mais la question, c'est comment avancer concrètement cette perspective ?

On ne construira jamais une direction révolutionnaire dans les syndicats en agitant des drapeaux rouges et en proclamant qu'il faut des actions radicales, quels que soient les obstacles rencontrés. Mais c'est précisément ce que veut dire le RCP quand il parle de « direction révolutionnaire ». L'article du 5 avril dans *The Communist* sur les résultats du vote indicatif dans le syndicat de l'éducation NEU est symptomatique à cet égard. Non seulement il nie le fait bien réel que dans ce syndicat la démoralisation est bien plus grande que l'an dernier, mais sa « *perspective audacieuse et sa stratégie combative faisant le lien entre notre combat pour défendre l'éducation et le combat contre le capitalisme* » consiste en une série de revendications politiques générales, sans lien avec la situation à laquelle les enseignants sont confrontés aujourd'hui. Bien sûr, il est nécessaire de *« renverser les conservateurs et le système pourri qu'ils défendent ! »* La question qu'ils laissent sans réponse, c'est comment le syndicat pourra le faire tant qu'il invitera l'encadrement à ses réunions et tant que les enseignants se sentiront totalement impuissants face à l'alourdissement de la charge de travail, au délabrement des écoles et à la dégradation des comportements après deux années de confinements et de décomposition sociale.

Quand le contexte social en Grande-Bretagne était explosif, SA avançait des revendications minimales et soutenait des bureaucrates de gauche. Maintenant que l'ambiance est sombre et que domine la démoralisation, le RCP dénonce tous les bureaucrates syndicaux et appelle à des actions radicales. La continuité entre la ligne précédente et la ligne actuelle, c'est que ni l'une ni l'autre ne fait avancer la lutte de classe ni ne construit une opposition sérieuse à la bureaucratie.

Schéma pyramidal ou léninisme ?

Un parti révolutionnaire se construit en guidant la lutte de classe, en aidant les travailleurs et les opprimés à surmonter les obstacles qui entravent la défense de leurs intérêts. Le mouvement pro-Palestine en Grande-Bretagne fait du sur-place parce que ses dirigeants ont un pied dans le mouvement et l'autre chez Starmer. On peut en dire autant de l'opposition quasi inexistante à la campagne de l'OTAN en Ukraine. Elle est impuissante parce qu'elle compte sur des députés travaillistes de gauche qui sont réduits au silence par la peur qu'ils ont de Starmer. Dans les syndicats, la base souffre tandis que la direction refuse d'organiser de vraies luttes.

Dans tous ces cas, la tâche des révolutionnaires est de briser les chaînes qui entravent le mouvement et de montrer ***concrètement*** que faire avancer ces différentes luttes nécessite de ***rompre*** avec l'emprise de ces dégonflés de travaillistes. C'est l'essence du léninisme et ce doit être l'objectif de toutes les tactiques.

Pendant des dizaines d'années, l'approche de la TMI a été de pousser à gauche les partis réformistes et les bureaucrates syndicaux sans jamais lutter pour provoquer une scission révolutionnaire. Aujourd'hui, sans reconnaître avoir jamais fait le moindre faux pas, l'ICR proclame qu'elle va construire un parti révolutionnaire avec la croissance exponentielle de ses propres forces. Le problème, c'est qu'ils proposent de le faire sans répondre sérieusement à aucun des arguments qui enchaînent les travailleurs et les opprimés à leurs dirigeants réformistes, y compris à des


WORKERS HAMMER

Newspaper of the Spartacist League

No 252 • SPRING 2024

Dump Starmer to defend Palestine!

Spartacist banner in "Dump Starmer to defend Palestine" contingent, London, 13 April.

Down with US/UK support to Israel

Defend Palestine! Defend Iran!

partis staliniens comme le KKE grec dont ils se sont apparemment entichés.

La solution pour la Palestine ? L'intifada jusqu'à la victoire. La solution pour l'Ukraine ? La révolution. Pour l'oppression des femmes et l'oppression des noirs ? L'abolition du capitalisme. Contre l'emprise de Modi ? La grève générale. Contre Starmer ? Le communisme. Ce ne sont pas des réponses. Ce sont des mots d'ordres creux qui peuvent attirer un certain nombre de jeunes… pendant un certain temps, mais qui sont complètement inutiles pour faire avancer la lutte de classe.

Au lieu d'affronter directement les problèmes qui ont accablé la TMI et toute la gauche marxiste ces dernières décennies, l'ICR a fait un brusque tournant à gauche et crie dans le vide sa colère contre le capitalisme. Mais comme ils ne peuvent pas apporter des réponses aux questions auxquelles la classe ouvrière est confrontée, ils ont choisi de construire leur parti avec un vulgaire schéma pyramidal. La formule est simple : nourrir une énergie frénétique et faire pression sur les nouveaux militants pour qu'ils recrutent chacun un nouveau membre tous les quelques mois. De cette manière, l'ICR passera de quelques milliers de membres à des dizaines de milliers et à des millions. Pas besoin du marxisme pour savoir comment cela va se terminer. Comme tous les schémas de ce genre, il finira par s'écrouler sous son propre poids.

Avec notre propre expérience de sectarisme, d'effondrement et de réorientation, nous ne pouvons qu'enjoindre les camarades de l'ICR à regarder en face la dure réalité de leur passé et de leur présent en s'ancrant dans les leçons du mouvement marxiste (voir *Spartacist* édition en français n° 46, novembre 2023). L'ICR n'a rien inventé de nouveau – sauf une campagne publicitaire tape-à-l'œil. Il suffit de lire les écrits de Lénine et Trotsky avec les yeux ouverts pour voir que la trajectoire de l'ICR a été empruntée et analysée maintes et maintes fois :

> « Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les "ultra-gauches" arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait. Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des ouvriers. Par son essence même le sectarisme est voué à la stérilité. »
>
> – Trotsky, « Les ultra-gauches en général et les incurables en particulier – Quelques considérations théoriques », 29 septembre 1937 ■

Grèce

Pour une alliance anticapitaliste anti-UE du KKE et d'ANTARSYA

Désavouez la capitulation devant SYRIZA !

Luttez pour la sortie immédiate de l'UE !

Nous reproduisons ci-après une déclaration de nos camarades du Groupe trotskyste de Grèce du 23 avril.

Le gouvernement de Nouvelle Démocratie [droite] a perdu des points dans les sondages à cause de la dissimulation du crime de Thèbes [où une collision ferroviaire a fait 57 morts il y a un an], de l'inflation, des attaques contre la santé, etc. Pendant ce temps le PASOK et SYRIZA, avec quelques fluctuations dans leurs résultats électoraux, ne réussissent pas, pour l'essentiel, à profiter du mécontentement qui imprègne la société grecque ; ils glissent de plus en plus vers la droite pour gagner des voix dans l'électorat plus conservateur. Le parti qui semble avoir le vent en poupe est la Solution grecque, d'extrême droite. Entre-temps le mouvement ouvrier est affaibli et divisé.

Ce qu'il faut, c'est un autre pôle venant du mouvement ouvrier, le rassemblement des forces de la gauche tant pour confronter les attaques que pour développer la lutte des masses opprimées contre l'UE et contre le gouvernement.

ANTARSYA a appelé à « *un large rassemblement des forces de la gauche anticapitaliste et pour le renversement du capitalisme dans et après les prochaines élections européennes* » (5 avril). Nous sommes d'accord avec cet appel mais, pour construire un mouvement ouvrier puissant contre l'UE et le gouvernement, ANTARSYA doit étendre cet appel au KKE, pour une alliance KKE/ANTARSYA.

Pour pouvoir réaliser cette unité de classe si nécessaire, il y a deux conditions : d'abord, ANTARSYA et les partis qui en font partie doivent ***désavouer publiquement*** leur capitulation devant SYRIZA depuis 2015 au moins, et jusqu'à ce jour. Dernier exemple : le SEK [Parti ouvrier socialiste, lié au SWP britannique et faisant partie d'ANTARSYA] a appelé à voter SYRIZA et PASOK au deuxième tour des élections municipales [d'octobre dernier] (« Lénine est d'actualité contre le sectarisme », *Ergatiki Allilenguii* n° 1594). Le NAR [Nouveau courant de gauche, ancienne scission du KKE et l'autre composante principale d'ANTARSYA] critique le SEK mais refuse en même temps de mener la lutte indispensable pour briser cette collaboration de classe. Tout cela alors que le SEK exprime simplement la capitulation la plus ouverte d'ANTARSYA devant la bourgeoisie. De plus, le NAR écrivait en 2015 que la victoire de SYRIZA « *exprime l'espoir en* ***une orientation politique plus favorable au peuple*** » et que cela avait « *une importance particulière* » que le peuple ait « *blackboulé ND et PASOK* » (résolution du Comité politique du NAR, 31 janvier 2015).

Comme l'écrit à juste titre ANTARSYA, la gauche doit tirer « *des conclusions claires du "tout premier gouvernement de gauche"* » [celui de SYRIZA en 2015]. C'est-à-dire l'indépendance de classe vis-à-vis de SYRIZA mais aussi du PASOK. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra avoir une audience dans la base prolétarienne du KKE, qui très justement ne fait pas confiance à ANTARSYA à cause de son soutien direct et indirect à la bourgeoisie. La deuxième condition, c'est que le KKE doit lutter contre les impérialistes et pour la sortie ***immédiate*** de l'UE, et non dans l'avenir.

Nous luttons pour que le mouvement ouvrier s'unifie derrière un programme mettant la lutte contre l'asservissement impérialiste au centre de sa stratégie ***avec*** l'indépendance de classe. C'est seulement derrière ce programme qu'on peut forger l'unité à laquelle aspirent tant les masses pour développer la lutte contre le gouvernement et contre l'UE. ■





Traroth/Wikipedia

Cortège FO lors d'une manif contre le CPE, mars 2006. Quelques mois après la révolte des banlieues de 2005, la bureaucratie syndicale avait mis en place des « cordons sanitaires » pour exclure les « casseurs » (c'est-à-dire les jeunes des quartiers) des mobilisations.

Arc républicain…

Suite de la page 1

droite que s'était constitué le « front républicain » sur la base du libéralisme économique et de « l'antiracisme », glorifiant la « République métissée » et l'« égalité de tous ». En Europe le principal instrument de ce système était et demeure l'Union européenne, avec un vernis de libéralisme social « antiraciste » où la gauche faisait l'union avec la bourgeoisie. Ce front républicain avait trouvé son apogée avec l'union sacrée (PS – dont Mélenchon –, PCF, ancêtre du NPA, dirigeants syndicaux...) derrière le politicien de droite Chirac en 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen avait accédé au deuxième tour de l'élection présidentielle. Ce faisant, les organisations du mouvement ouvrier renonçaient à toute perspective de combat indépendante face à la réaction.

Les attaques libérales contre les retraites, les privatisations, les délocalisations et la désindustrialisation, la destruction du système de santé, les attaques contre les syndicats par des gouvernements de droite comme de gauche, tout cela s'est empilé sans arrêt. C'est précisément le soutien du mouvement ouvrier à ces gouvernements de droite et de gauche au nom du barrage contre Le Pen et l'extrême droite qui leur a donné carte blanche pour poursuivre exactement ces politiques anti-ouvrières. Non sans surprise, c'est précisément vers Le Pen et l'extrême droite que se tournent de plus en plus de gens.

L'impérialisme français pourrissant est incapable d'intégrer les jeunes issus de l'immigration, qui sont condamnés à la misère et à la ségrégation dans les banlieues. Afin de maintenir la classe ouvrière divisée et affaiblie, c'est surtout la minorité musulmane que vise la bourgeoisie comme l'ennemi intérieur à abattre. Ostracisée de tous côtés dans cette société en pleine décadence, la minorité musulmane se réfugie en retour de plus en plus dans la consolation imaginaire de la religion, le repli communautaire, avec des explosions de colère contre le statu quo oppressif dans les banlieues, comme en 2005 ou tout récemment. Le point d'appui de la réaction est donc progressivement devenu la guerre contre les banlieues, contre la minorité musulmane et contre l'immigration, que le « front républicain », moins les mélenchonistes, fait sienne pour faire concurrence à Le Pen. Aujourd'hui, quelles que soient ses différences, de Zemmour et du RN à Ciotti et à la macronie, la droite tout entière est d'accord sur une chose : ***faire la guerre aux banlieues***.

Les organisations du mouvement ouvrier aussi se sont peu à peu adaptées elles-mêmes à la montée de la réaction en reprenant notamment le thème traditionnellement de gauche de la laïcité, mais qui maintenant au lieu d'être dirigée contre le cléricalisme catholique de la droite vise la minorité musulmane qui est au cœur de la classe ouvrière dans ce pays. De l'interdiction du voile à l'école en 2004 à celle de l'abaya en septembre dernier, de la révolte des banlieues de 2005 à celle de l'été dernier, de l'interdiction d'associations musulmanes à l'expulsion d'imams jugés « antirépublicains », la plupart de la gauche et la totalité des directions syndicales acceptent et souvent soutiennent ouvertement toutes ces mesures. Dans la mesure où la gauche refuse de confronter cette guerre raciste en prenant la tête de la défense des jeunes des quartiers, elle contribue elle-même à l'escalade répressive, à la division de la classe ouvrière et à l'affaiblissement des syndicats et des conditions de tous les travailleurs.

La bourgeoisie française manipule savamment les traditions anticléricales et les luttes pour les droits des femmes du mouvement ouvrier pour pousser sa campagne contre les musulmans et dresser une partie de la classe ouvrière contre une autre. Ainsi par exemple, une grande partie du corps enseignant s'est érigée en gardienne du laïcardisme républicain. Tout cela suscite à la fois l'hostilité des jeunes des minorités et ligote les travailleurs de l'éducation à l'État, minant leurs propres luttes – voilà le « front républicain » en action en dehors des périodes électorales !

Le déclin actuel de l'ordre mondial libéral dominé par les États-Unis, menacé de toutes parts, a poussé le système d'alternance des forces républicaines au bout de ses possibilités. Le recours au « front républicain » contre Le Pen au profit de Macron en 2017 et encore en 2022, y compris par Mélenchon, après le quinquennat d'attaques anti-ouvrières et d'offensive réactionnaire antimusulmans du gouvernement « de gauche » Hollande/Valls, n'a fait que renforcer le RN et discréditer davantage les syndicats et l'ensemble de la gauche.

Aujourd'hui, le constat est clair. Le « front républicain » n'a rien fait pour stopper la montée du RN et de la réaction. Au contraire il lui a pavé la voie tout en affaiblissant année après année le mouvement ouvrier, rendu complice des attaques néolibérales et de la guerre contre les banlieues. La colère qui s'est accumulée contre ce système a fini par trouver peu à peu son expression idéologique dans la seule force se trouvant en dehors du « front républicain » et qui, face aux fermetures d'usines et aux délocalisations, employant la démagogie « souverainiste », se présente comme le seul pôle d'opposition au néolibéralisme et à l'antiracisme libéral hypocrite : le FN/RN et l'extrême droite.

Cela fait plus d'un quart de siècle que le mouvement ouvrier va de défaite en défaite parce que les directions syndicales, la gauche et une énorme partie de l'extrême gauche ont toutes soutenu les gouvernements successifs. Ils ont donc refusé de mener la confrontation nécessaire au nom du « front républicain » contre une bourgeoisie française qui, de son côté, est obligée de chercher par tous les moyens à enrayer son déclin aux dépens de la classe ouvrière. Les bureaucrates syndicaux ont accepté chaque mesure limitant le droit de grève, interdisant les piquets de grève, précarisant de façon généralisée les emplois au nom de ce « front républicain » et du soutien à l'UE. Et ils ont accepté chaque mesure policière sous prétexte de « guerre contre le terrorisme » et de combat contre « le péril islamiste » – tout l'arsenal répressif que l'État utilise aujourd'hui contre les quartiers, le mouvement propalestinien et contre les syndicats eux-mêmes.

Entre-temps, le long processus de « dédiabolisation » du FN/RN engagé par Marine Le Pen afin de montrer aux capitalistes qu'il s'agit d'une force politique parfaitement capable de défendre les intérêts et le visage international « éclairé » de l'impérialisme français porte ses fruits. Le soutien sans réserve du RN, au côté du gouvernement, à Israël dans le génocide en cours a permis à ce représentant de l'antisémitisme de se présenter comme un « bouclier » contre « l'antisémitisme » des soi-disant « islamogauchistes », des mélenchonistes à la gauche trotskyste !

Ainsi sommes nous passés du front républicain contre le racisme et le fascisme au front républicain contre « l'islamogauchisme », contre la Palestine, contre la gauche et contre le mouvement ouvrier en général. Voilà le résultat de la politique de collaboration de classe des dirigeants du mouvement ouvrier avec une aile de la bourgeoisie pendant plus de 25 ans.

Mélenchon : Défense des opprimés ou défense des « valeurs de la République » ?

À gauche, tout ce processus a conduit à l'effondrement des partis ouvriers traditionnels (PS et PCF) et à l'hégémonie du populisme républicain de gauche de Jean-Luc Mélenchon et sa France insoumise. La FI représente aujourd'hui le principal pôle de gauche d'opposition à Macron et à la réaction. Les dénonciations que fait Mélenchon du massacre des Palestiniens et du racisme du gouvernement, ainsi que le fait qu'il ait placé une militante franco-palestinienne, Rima Hassan (convoquée entre-temps par la police), en position éligible aux européennes, font de lui le pôle vers lequel se tournent inévitablement la jeunesse antiraciste ainsi que la plupart des militants qui cherchent à s'opposer à cette hystérie répressive réactionnaire. Déjà son refus d'appeler au retour au calme pendant la révolte des banlieues a placé Mélenchon en dehors de l'« arc républicain » aux yeux du gouvernement, du RN, du PCF et du PS (et d'une partie des cadres de LFI tel François Ruffin). Ses dénonciations du génocide en Palestine ont déjà fait exploser la NUPES et menacent toujours de faire exploser LFI elle-même.

Mais le projet de Mélenchon est totalement incohérent, car il est tiré en même temps dans deux directions opposées : il se pose en défenseur des travailleurs et de la minorité musulmane sur la base de la défense des valeurs et des traditions républicaines de l'impérialisme français, qui sont elles-mêmes par nature contraires aux intérêts de la classe ouvrière et des op-



Abaca Press/Alamy

Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan lors d'un meeting de campagne à Roubaix, le 17 avril.

primés. Ainsi, concernant la Palestine, Mélenchon appelle à revenir à « *la position traditionnelle de la France* [...] *depuis le Général de Gaulle* », à ce que « *la France devrait porter la voix de la paix* » ou encore il déclare que « *la patrie républicaine appartient à tous* », etc., alors que la France depuis un siècle et demi a joué un rôle central dans tout le chaos sanglant du Moyen-Orient, y compris en soutenant la création de l'État d'Israël aux dépens du peuple palestinien en 1947.

Tandis que Mélenchon dénonce farouchement l'islamophobie du gouvernement, il continue à défendre la « laïcité à la française » antimusulmans en tant que « *pilier de la République une et indivisible* » (programme électoral de 2022), y compris l'interdiction du voile islamique à l'école depuis 2004. Autre aspect de son incohérence totale : d'un côté il dénonce la terreur policière au point d'être cloué au pilori par la droite, le PS et le PCF, de l'autre il exige un « *service citoyen obligatoire* » dont une partie serait « *consacrée aux tâches de police* » !

Le problème est simple. Il est impossible de défendre les travailleurs et les minorités tout en cherchant à reconstituer un front républicain « de gauche ». Le cul entre deux chaises, avec un pied dans le camp des ouvriers et un pied dans le camp de la bourgeoisie, le projet de Mélenchon et de LFI est voué à l'implosion et l'écartèlement politique. C'est pourquoi LFI, tout comme les bureaucrates syndicaux, est incapable de mener une confrontation avec les capitalistes, et même de mener une défense vigoureuse contre la campagne visant les quartiers, le mouvement ouvrier et LFI elle-même. Lors de la bataille pour les retraites, les mélenchonistes ont travaillé ensemble avec les bureaucrates pour maintenir la lutte dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie. Des retraites à la révolte des quartiers et la Palestine, c'est ainsi que LFI paralyse les luttes et les conduit à la défaite à chaque étape.

Et pourtant toute la gauche lui laisse le champ libre, soit en se mettant totalement à sa remorque (NPA-L'Anticapitaliste, POI lambertiste...), soit



Patrick Nussbaum

Premier Mai 2002 : Plus de deux millions de personnes se mobilisent contre le Front national, mais la gauche n'avait d'autre stratégie que voter Chirac.

en adoptant une ligne complètement sectaire et stérile. LO, par exemple, ne fait pratiquement rien pour combattre l'influence du mélenchonisme ou exploiter ses contradictions afin d'arracher à LFI la direction du mouvement. De plus, LO se retrouve à la droite de LFI en refusant de défendre les jeunes des quartiers ou de faire de la libération nationale palestinienne le centre de la stratégie révolutionnaire pour le Moyen-Orient.

Le premier pas pour faire face à la réaction, pour mettre sur pied la défense unitaire du mouvement ouvrier, de la gauche et des opprimés, pour avancer vers la contre-offensive ouvrière qui s'impose, c'est la rupture avec le républicanisme des directions syndicales et des mélenchonistes. Il faut mettre en place, d'ores et déjà, des pôles révolutionnaires au sein des syndicats dans la perspective de forger une direction du mouvement ouvrier dont le point de départ soit les intérêts des travailleurs et le pouvoir ouvrier, et non les « valeurs de la République » impérialistes, anti-ouvrières et antimusulmans !

RP : Aile gauche du mouvement ou rupture avec LFI ?

Révolution permanente (RP) critique la France insoumise mais elle est incapable d'expliquer la crise de la gauche. Elle critique ainsi son « logiciel institutionnel », mais il ne suffit pas d'opposer à LFI l'idée du communisme pour combattre son influence. Il faut montrer comment le républicanisme de LFI paralyse les luttes et a mené à la défaite la bataille pour les retraites et dans l'impasse le mouvement propalestinien et la défense des quartiers. Du coup elle ne peut pas argumenter de façon cohérente et concrète la nécessité d'une rupture avec le mélenchonisme et d'une nouvelle direction.

Ainsi, tout en critiquant les envolées lyriques de Mélenchon sur la République française à propos de la Palestine, selon lesquelles « *la France doit porter la voix de la paix* », RP a salué comme une « *avancée indéniable* » le fait que la CGT rejoigne LFI dans l'appel à la manifestation du 22 octobre pour la Palestine qui insistait précisément sur cette « *voix de la paix* ». Le problème de RP se résume au fait qu'elle se positionne constamment comme l'aile la plus à gauche du mouvement ***existant*** au lieu de chercher à le réorienter sur une base fondamentalement différente en offrant une voie concrète pour rompre le statu quo républicain.

C'était frappant pendant la lutte pour les retraites l'année dernière. À l'époque nous avons appelé à des occupations partout comme un point d'appui pour faire exploser le carcan des bureaucrates qui étouffait la grève et ouvrir la voie à une grève générale pour faire tomber Macron. Mais la gauche marxiste a refusé cette voie. RP a mis sur pied un Réseau pour la grève générale (RGG) dont elle est très fière. Mais ce réseau se limitait à des réunions publiques impotentes, regroupant des ouvriers avec des féministes, des mélenchonistes, des écolos, des intellectuels, tous unis autour d'un soutien platonique à l'idée d'une grève générale. Mais la grève générale n'allait pas tomber du ciel. Elle ne pouvait que venir de la base des principaux syndicats industriels à l'avant-garde de la lutte. Et pour cela, il fallait mettre en avant une perspective de lutte pour ces travailleurs ***contre*** toute la bureaucratie syndicale – d'où notre appel aux occupations, que le RGG rejetait. Le RGG s'est donc mis lui-même en marge, se limitant à fournir des troupes fraîches pour les bureaucrates les plus à gauche (raffineries, éboueurs) qui étaient à la pointe des secteurs où la grève était la plus forte mais dont le rôle était de la maintenir dans un cadre tolérable pour la bourgeoisie. Ainsi, RP se cantonnait au rôle de l'aile la plus militante du mouvement existant, au lieu d'activement chercher à lui donner une direction fondamentalement différente de celle des bureaucrates.

Si le RGG avait été bâti sur une stratégie révolutionnaire cohérente opposée à la bureaucratie syndicale et aux mélenchonistes, cela aurait fait fuir immédiatement les trois quarts des féministes, mélenchonistes, écolos, etc. Mais cela aurait sans doute permis de mobiliser des forces vives, prêtes à mener une lutte jusqu'au bout pour écraser la bourgeoisie, parmi les couches les plus opprimées des travailleurs, des femmes et des minorités, notamment dans la jeunesse et les quartiers du 9-3 (voir notre article « Encore une défaite – Tirons les leçons cette fois ! », *Le Bolchévik* n° 233, juin 2023).

RP parle aujourd'hui de la nécessité d'un « plan de bataille » derrière la défense de la gauche et des quartiers, l'opposition à la guerre en Ukraine et la défense de la Palestine. Très bien. Mais quels sont les obstacles ? Parce que ces questions sont taboues pour la bourgeoisie, elles susciteraient néces-

sairement l'opposition frontale des bureaucrates et des mélenchonistes républicains. C'est pourquoi tout véritable plan de bataille exige non seulement un levier concret (l'imminence des Jeux olympiques est un point de vulnérabilité pour le gouvernement – voir notre article en dernière page), mais de combattre l'influence des mélenchonistes et lutter pour remplacer les bureaucrates par une nouvelle direction.

Pour cela, il faut confronter le problème de la gauche française des trente dernières années. C'est toujours l'illusion d'un front républicain derrière Mélenchon contre la droite qui paralyse la gauche. Il n'est donc pas suffisant de simplement critiquer le chauvinisme (bien réel, certes) de Mélenchon, comme le fait RP. Ou d'exhorter les bureaucrates syndicaux républicains et pro-imperialistes à faire ceci ou cela. Une perspective limitée à certaines critiques, des appels généraux tout en vantant les avantages du communisme condamne les révolutionnaires à rester en marge au lieu de devenir un pôle opposé au mélenchonisme dans la lutte actuelle contre la réaction. Ce qu'il faut c'est mettre en avant une voie pour la lutte de classe qui rende claire la nécessité d'une rupture non seulement avec le mélenchonisme mais aussi avec le républicanisme, en montrant comment l'adhésion à cette idéologie de collaboration de classe bloque constamment le mouvement ouvrier à chaque étape de ses luttes et que, pour cette raison, il faut rompre avec ceux qui la diffusent dans le prolétariat. C'est le pas que RP ne franchit jamais.

Dans la lutte pour forger une nouvelle direction révolutionnaire, nous proposons des mots d'ordre comme :

- **Pas de démocratie ? Pas de JO !**
- **Défense unitaire de la gauche ! Abrogation de la législation antiterroriste ! Amnistie de tous les jeunes des quartiers !**
- **Rupture avec LFI ! Indépendance de classe prolétarienne ! Chassez les bureaucrates des syndicats !**
- **Actions ouvrières pour stopper les livraisons d'armes à l'Ukraine et à Israël ! Du fleuve jusqu'à la mer, Palestine libre, paysanne et ouvrière !**
- **Impérialisme français, hors du Moyen-Orient, hors d'Afrique ! Indépendance immédiate pour Kanaky !**
- **À bas l'UE, l'euro et l'OTAN !**

Grève de l'Éducation dans le 9-3

Pour gagner il faut se battre contre la ségrégation des quartiers !

Depuis février dernier, des enseignants notamment de Seine-Saint-Denis ont fait de nombreuses journées de grève, avec un soutien significatif des parents, contre le « choc des savoirs » et les « groupes de niveau » discriminatoires du gouvernement et en exigeant un « plan d'urgence » à hauteur de 358 millions d'euros pour le système éducatif du département.

L'état de l'éducation publique dans le 9-3, le département le plus pauvre de la France métropolitaine, illustre de façon concentrée le niveau de misère et de ségrégation des quartiers : un corps enseignant réduit au minimum où chaque prof est chargé de parfois plus de 30 élèves ; écoles insalubres, sans plafonds, sans chaises, et des élèves qui ne mangent pas à leur faim, entassés comme des sardines dans des logements décrépits, parfois carrément sans domicile fixe, et qui n'ont pour tout avenir que des emplois non qualifiés, ubérisés chez Deliveroo ou, pour les femmes, dans les EHPAD ou chez Carrefour.

Cette grève montre comment l'oppression des minorités rabaisse les conditions de travail et de vie de tous les travailleurs : tant que les conditions de misère persistent dans les quartiers, la situation des profs eux-mêmes, et de l'ensemble de la classe ouvrière, n'avancera pas d'un pouce. C'est pourquoi satisfaire même les revendications minimales des profs exige d'élargir la lutte et les enjeux de la mobilisation à tout ce qui dégrade et discrimine la population des quartiers.

Tout le monde est au courant que le gouvernement n'a pas le moindre intérêt d'investir significativement dans les quartiers. Pour obtenir même le plan d'urgence minimal que demandent les profs, il faudrait le faire ***plier***. Pour cela, il faudrait mettre au centre de la lutte l'oppression et la ségrégation des quartiers. Il faut occuper les écoles en conjonction avec le mouvement propalestinien ; pour mobiliser les jeunes et les parents, il faudrait notamment demander la levée des inculpations des jeunes suite à la révolte de l'été dernier. Il faudrait s'opposer frontalement à l'interdiction du voile et de l'abaya. Il faudrait chercher à généraliser la grève à chaque école au moins dans les départements populaires voisins (9-4, 9-5) et à Paris même, où les quartiers populaires qui restent (18e, 19e, 20e) font face à des conditions similaires. Il faudrait chercher à mobiliser d'autres secteurs ouvriers avec plus de poids social, notamment les cheminots du RER B ou les travailleurs des bus, déjà précarisés par l'ouverture à la concurrence entre la RATP, Transdev, Keolis, etc., et dont les enfants sont les premiers concernés. ***Il faut nationaliser tout l'enseignement privé !***



Le Bolchévik

Manifestation des enseignants du 93 à Paris le 22 avril.



L'éducation avec Gaza/Twitter

Blocage en solidarité avec la Palestine au lycée Blaise Cendrars de Sevran (9-3) le 6 mai. Au centre, Rima Hassan et Louis Boyard de LFI. Pour faire avancer la lutte contre la ségrégation des quartiers, il faut rompre avec le républicanisme de gauche des mélenchonistes !

Au lieu de cela, la bureaucratie syndicale a maintenu la grève isolée. Elle a poursuivi la même stratégie perdante consistant à éviter la confrontation avec le gouvernement, en l'appelant à la raison et à la défense de l'« école de la République ». Comme toujours, ce sont les militants syndicaux les plus conscients qui font grève, chacun à titre individuel, avec pour résultat de ne jamais fermer une seule école et de conduire à l'épuisement financier des grévistes. Peu à peu, l'énergie déployée s'évapore, conduisant à une nouvelle défaite dans l'indifférence générale. En somme, une répétition à petite échelle des tactiques de l'année dernière, découlant du programme procapitaliste des bureaucrates. Tirons les leçons cette fois ! ■

LE BOLCHEVIK

Pas de démocratie ? PAS DE JO !

La tâche qui s'impose aujourd'hui, c'est de défendre la démocratie pour les travailleurs face à la réaction, c'est-à-dire notre droit de prendre le côté des Palestiniens face au génocide sioniste et de défendre la gauche et les quartiers contre la répression. Pour cela nous avons un levier car un spectre hante Macron et la bourgeoisie française : qu'une mobilisation des travailleurs et des quartiers fasse de l'ombre à Jupiter lors des Jeux olympiques de l'été prochain avec des transports en grève, des poubelles non ramassées en pleine chaleur estivale et des hordes d'« islamogauchistes » marchant partout dans Paris pour Gaza ! L'image de la République et de l'« art de vivre à la française » serait affreusement ternie aux yeux du monde et, pire encore, s'envoleraient les affaires juteuses que convoitent Air France, Airbnb, LVMH ou Accor.

C'est dans ce contexte que, en menaçant de faire grève, les cheminots ont obtenu un accord de fin de carrière revenant en (petite) partie sur la réforme des retraites ; les contrôleurs aériens auraient de même obtenu un accord salarial avantageux aux dires des bureaucrates du syndicat. Le gouvernement, craignant que tout cela ne donne des idées au reste de la classe ouvrière, vient d'annoncer que le PDG de la SNCF ayant signé l'accord serait viré dès la fin des Jeux. Il réprime de tous les côtés en utilisant à fond l'arsenal « antiterroriste » accumulé depuis des années par le pouvoir (notamment sous Hollande), espérant ainsi parvenir à mater les travailleurs pour qu'ils se tiennent tranquilles pendant tout l'été et la durée des Jeux.

Les Jeux olympiques sont bien en ce moment le talon d'Achille de la bourgeoisie – c'est le moment pour les travailleurs de chercher à en tirer parti en ripostant précisément sur ce terrain : soit il amnistie les jeunes des quartiers condamnés depuis juillet dernier et renonce à toutes les poursuites pour « antisémitisme » et « apologie du terrorisme » qui visent non seulement la jeunesse mais aussi des centaines de syndicalistes et de militants de gauche, soit le spectre de la mobilisation des travailleurs et des quartiers pendant les Jeux devient réalité. À notre tour de ne pas faire de cadeau : ***Pas de démocratie ? Pas de JO !***

Révolution permanente appelle, comme nous, à un front large pour la défense des travailleurs et des quartiers, mais jusqu'à présent cet appel manquait de point d'appui. Nous proposons à la gauche, notamment Lutte ouvrière et Révolution permanente, de prendre à bras-le-corps une telle campagne sur les JO. Nul doute qu'elle serait populaire et pourrait rapidement faire boule de neige : il y a des millions de travailleurs et d'opprimés dans ce pays qui voudraient se défendre contre les attaques qui pleuvent sans arrêt contre eux et faire quelque chose pour la Palestine maintenant, et qui adoreraient voir Macron humilié devant le monde entier.

Une telle campagne mettrait les mélenchonistes et les bureaucrates syndicaux au pied du mur, entre leurs prétentions à diriger les travailleurs et les opprimés et leur loyauté sans faille à la République et sa plus grande gloire internationale. Ils sont sous une énorme pression, entre le mécontentement à la base et leur engagement sincère et répété à tout faire pour contribuer à l'image de l'impérialisme français dans le monde. C'est pourquoi une campagne liant la bonne tenue des Jeux au retrait des mesures antidémocratiques et répressives non seulement ferait avancer la défense de la classe ouvrière et des minorités contre la répression, elle permettrait aussi de faire avancer la lutte pour la nouvelle direction révolutionnaire dont ont besoin les travailleurs. ■

Pas de trêve olympique ! Mobilisons-nous cet été !